

# Caraïbes / Insights

L'actualité du développement durable, de l'économie solidaire et de la santé environnementale dans la Caraïbe et en Amérique latine

## #08 - Spécial développement durable - 1er au 10 juin 2026

EDITORIAL - JUIN 2026

### Du Sénat à Bonn, la transition s'organise

*Dix jours, trois scènes, une même question : comment transformer les vulnérabilités insulaires en leviers de développement ?*

Le 1er juin, les Outre-mer ont porté leur voix au Palais du Luxembourg pour les premières Assises de l'économie circulaire ultramarine. Le 5 juin, la Journée mondiale de l'environnement a mobilisé les communes de l'archipel guadeloupéen. Le 8 juin, la Journée mondiale de l'océan a ouvert la semaine des négociations climatiques de Bonn.

Entre ces rendez-vous, la Caraïbe a continué de faire : coopération régionale sur les sargasses, géothermie en passe de changer la donne énergétique de la Dominique, appels à projets solidaires en Martinique.

**Caraïbes Insights** rassemble dans ce numéro spécial les faits, les chiffres et les acteurs de cette décade charnière.

*La rédaction*

CARAÏBES INSIGHTS

DOSSIER DU MOIS - ECONOMIE CIRCULAIRE

### L'économie circulaire ultramarine entre au Sénat

Le 1er juin 2026, le Palais du Luxembourg a accueilli les premières Assises de l'économie circulaire dans les Outre-mer, organisées par l'Institut national de l'économie circulaire. Elus, collectivités, éco-organismes et entreprises y ont plaidé pour un véritable réflexe ultramarin.

**1**res

*Assises de l'économie circulaire dans les Outre-mer, réunies au Sénat à Paris le 1er juin 2026 sous l'égide de l'INEC*

Co-présidée par la sénatrice de La Réunion Audrey Bélim, la sénatrice des Yvelines Marta de Cidrac et le député de la Martinique Giovanni William, la journée a fait dialoguer tables rondes et ateliers thématiques.

Un consensus s'est dégagé : adapter la réglementation nationale aux réalités locales pour faire de la circularité un levier de souveraineté, d'emploi et de résilience.

Source : **Outremers360**, Paris, juin 2026

-> A lire en page 2

DOSSIER DU MOIS - PARIS / OUTRE-MER

# Au Sénat, les Outre-mer réclament un réflexe *circulaire*

Réunis le 1er juin 2026 au Palais du Luxembourg pour les premières Assises de l'économie circulaire dans les Outre-mer, parlementaires, représentants de l'Etat, collectivités, éco-organismes et entreprises ont posé une question fondatrice : comment produire et consommer autrement dans des territoires insulaires dépendants des importations ? Organisé par l'Institut national de l'économie circulaire (INEC), sous le patronage de la ministre de la Transition écologique Monique Barbut, l'événement a dépassé la seule gestion des déchets pour parler souveraineté, emploi et création de valeur locale.

“**L'économie circulaire n'est pas une politique des déchets. C'est une politique de la ressource et de l'intelligence des flux.**”

Sandra Casanova, présidente de la commission Stratégies logistiques du territoire, CTM, 1er juin 2026

## Un levier de souveraineté pour des économies import-dépendantes

L'enjeu a été posé dès l'ouverture par la sénatrice de La Réunion Audrey Bélim : faire de l'économie circulaire un levier de résilience et de développement économique soutenable, en travaillant la souveraineté économique et la création de valeur locale. Dans des territoires qui importent l'essentiel de leurs biens de consommation, chaque tonne de matière réemployée, réparée ou recyclée sur place réduit la dépendance extérieure et crée de l'emploi non délocalisable.

La sénatrice l'a résumé d'une formule : les territoires ultramarins méritent une économie circulaire solide et efficace, pensée depuis leurs réalités et non plaquée sur elles. Le président de l'INEC, Jean-Marc Boursier, a rappelé que les caractéristiques uniques de ces territoires, au-delà des contraintes, constituent de véritables atouts pour développer des filières industrielles locales.

## Adapter la règle nationale aux réalités insulaires

Le constat partagé par les intervenants est sans ambiguïté : les dispositifs conçus pour l'Hexagone fonctionnent mal lorsqu'ils sont transposés tels quels à des marchés étroits, fragmentés et éloignés. Filières de responsabilité élargie du producteur, seuils réglementaires, logistique retour des matériaux : autant de mécanismes à calibrer territoire par territoire.

Elus et acteurs économiques ont plaidé pour l'activation d'un réflexe ultramarin dans la fabrication de la norme, afin que chaque texte national intègre d'emblée les spécificités des Outre-mer plutôt que de les traiter par dérogations tardives.

## Des gisements locaux aux filières industrielles

L'après-midi d'ateliers a réuni collectivités, éco-organismes et entreprises locales autour des filières à structurer : réemploi des matériaux du BTP, valorisation organique, réparation, reconditionnement. Un mot d'ordre entendu en séance résume l'ambition : reconstruire avec une partie de ce que nous déconstruisons. La perspective est aussi sociale, l'économie circulaire étant l'un des principaux viviers d'emplois d'insertion et de structures de l'économie sociale et solidaire dans les territoires.

## Et la Martinique dans cet ensemble ?

La Martinique était doublement représentée. Le député Jiovanny William, co-président des Assises, a plaidé pour inscrire le réflexe Outre-mer au cœur des politiques publiques. Sandra Casanova, présidente de la commission Stratégies logistiques du territoire de la Collectivité territoriale de Martinique, a défendu à la table ronde consacrée à la réussite des projets circulaires une conviction forte : transformer les contraintes de l'insularité en opportunités de développement. Une feuille de route qui croise l'Observatoire régional des déchets et de l'économie circulaire et les acteurs installés du recyclage martiniquais.

ALLEMAGNE / AMERIQUE LATINE - NEGOCIATIONS CLIMAT

## A Bonn, l'après-COP30 se joue sur la *mise en oeuvre*

*Du 8 au 18 juin 2026, la communauté climatique mondiale se retrouve à Bonn pour la 64e session des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Après la COP30 de Belem, l'agenda bascule de l'ambition vers l'application, un enjeu vital pour les petits Etats insulaires de la Caraïbe et pour l'Amérique latine, qui a pris la main sur la préparation de ces négociations.*

**“ Le programme climatique mondial est entré dans une phase décisive de mise en oeuvre, avec un fort accent sur la traduction de l'ambition en solutions pratiques. ”**

Institut international du développement durable (IISD), mai 2026

Le dossier le plus sensible reste la transition hors des énergies fossiles. A Belem, la feuille de route formelle réclamée par environ 80 pays n'avait pas abouti, bloquée par des désaccords procéduraux et la résistance des économies dépendantes des hydrocarbures. L'ampleur du soutien exprimé n'a toutefois pas disparu : Bonn doit montrer si cette dynamique peut se traduire en programmes de travail concrets.

L'Amérique latine a préparé le terrain. Fin mai, la conférence de Santa Marta, en Colombie, a réuni 57 pays qui se sont engagés sérieusement sur les questions d'application, notamment la réforme financière internationale. Cette dynamique nourrit directement les discussions allemandes sur la feuille de route devant porter le financement climatique à 1 300 milliards de dollars.

Autre chantier suivi de près par les petites économies insulaires : l'opérationnalisation du mécanisme de transition juste, salué comme l'un des acquis de la

dernière COP. Les délégués doivent en poser les fondations et définir les termes de la revue du programme de travail, attendue en novembre 2026 à Antalya.

Nouveauté de cette session, le commerce s'invite officiellement à la table climatique : un premier dialogue se tient le 13 juin, où les grands émergents entendent contester le mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières, jugé protectionniste. Pour les exportateurs caribéens et latino-américains, l'issue de ces débats pèsera sur l'accès aux marchés comme sur le coût des transitions.

Enfin, les négociations financières se poursuivent sur le Fonds pour l'adaptation, dont la gouvernance et le rattachement exclusif à l'Accord de Paris restent à trancher. Des arbitrages techniques en apparence, mais dont dépend l'accès des Etats insulaires aux ressources d'adaptation.

Source : IISD - Climate Home News - CCNUCC, juin 2026

SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

### La résilience, boussole du développement *caribéen*

Devant la Banque de développement des Caraïbes, le Premier ministre vincentais Godwin Friday a défendu début juin une conviction : la trajectoire de développement de la région ne saurait être dictée par la vulnérabilité, elle doit être façonnée par des choix éclairés, des institutions fortes et la solidarité régionale.

Citant la modernisation du port de Kingstown, le programme d'amélioration des écoles et la gestion des routes rurales, il a appelé à accélérer la réforme de gouvernance de la Banque pour réduire les délais et mieux répondre aux besoins des Etats membres, avec la résilience environnementale, économique et sociale comme fil conducteur.

Source : Karibinfo, 7 juin 2026

## GUADELOUPE / CARAÏBE - COOPÉRATION RÉGIONALE

# Sargasses : la Guadeloupe devient référence *caribéenne*

*Début juin, une délégation caribéenne a sillonné la Guadeloupe pour étudier sa gestion des échouements d'algues brunes. De la chaîne décisionnelle sanitaire aux retours d'expérience de Marie-Galante, ce déplacement consacre l'archipel comme territoire de référence du bassin et prépare un mémorandum d'entente avec la Grenade, alors que 2026 s'annonce comme une année record d'échouements.*

Le programme de la visite illustre l'approche intégrée développée localement. A l'Espace régional du Raizet, l'Agence régionale de santé et la préfecture ont présenté la gestion des risques liés aux gaz toxiques dégagés par la décomposition des algues, sulfure d'hydrogène et ammoniac en tête. La cellule Pulsar a exposé les orientations du Plan national sargasses III, ainsi que le projet d'évolution vers un syndicat mixte fermé pour structurer la collecte en Guadeloupe.

L'après-midi du 3 juin a été consacré aux installations de Gwad'air à Petit-Bourg, l'observatoire de la qualité de l'air qui surveille en continu les concentrations de gaz au droit des zones d'échouement. Le 4 juin, cap sur Marie-Galante : table ronde à Grand-Bourg avec élus, services techniques et collectifs d'usagers, partage d'expérience de Capesterre sur la collecte de proximité, puis observation directe des sites littoraux touchés par les échouements massifs.

Source : [Karibinfo](#) - [L'Hebdo Antilles-Guyane](#) / [Karibinfo](#), mai-juin 2026

Ce déplacement prépare la formalisation d'un mémorandum d'entente bilatéral avec la Grenade, première brique d'une coopération technique régionale que les scientifiques jugent indispensable : selon le laboratoire d'océanographie optique de l'Université de Floride du Sud, 2026 pourrait constituer une nouvelle année record, le nord des Petites Antilles figurant parmi les zones les plus exposées.

L'enjeu dépasse la salubrité des plages. Aux Antilles françaises, l'ambition affichée est de faire émerger des filières de valorisation pérennes et circulaires des algues collectées. Les pistes les plus avancées, production d'engrais et de bioéthanol, n'ont pas encore atteint le stade industriel, mais elles dessinent une convergence inédite entre gestion de crise sanitaire et économie circulaire.

## GUADELOUPE / MARTINIQUE - QUALITÉ DE L'AIR

## Brume de sable : juin s'ouvre en alerte *rouge*

Le 1er juin, la préfecture de la Guadeloupe a déclenché la procédure d'alerte pollution sur l'ensemble de l'archipel : 86 microgrammes par mètre cube de particules fines PM10 ont été relevés en moyenne à la station de Belcourt, à Baie-Mahault, un niveau où une exposition même courte présente un risque sanitaire.

Source : [Karibinfo](#) - [RCI](#), 1er-2 juin 2026

En Martinique, la brume de sable saharienne s'est dissipée progressivement le 2 juin. Ces épisodes récurrents rappellent la vulnérabilité respiratoire des populations antillaises et l'importance des réseaux de surveillance Gwad'air et Madinainair, dont les données guident les recommandations aux personnes fragiles.

DOMINIQUE / OECO - GEOTHERMIE

# La géothermie caribéenne passe du potentiel au *courant*

*La Dominique met en service en 2026 la première centrale géothermique de la Caraïbe anglophone, une installation de 10 mégawatts appelée à couvrir plus de 60 % des besoins électriques de l'île. Derrière ce jalon, c'est toute l'Organisation des Etats de la Caraïbe orientale qui mutualise expertise et financements pour exploiter un potentiel estimé à 6 290 mégawatts.*

**“ Les cinq Etats engagés pourraient économiser chacun de 5 à 30 millions de dollars par an en réduisant de plus de 90 % leurs importations de diesel. ”**

Organisation des Etats de la Caraïbe orientale (OECO), 2026

Près de Laudat, la centrale dominiquaise a injecté ses premiers mégawatts sur le réseau dès les essais du début d'année, avant une mise en service complète au printemps. Une décennie aura été nécessaire pour franchir les obstacles techniques et financiers, mais l'île tient désormais la clé de son objectif : une électricité entièrement renouvelable à l'horizon 2030.

L'exemple fait école. Saint-Christophe-et-Niévès a triplé la capacité de son projet, porté à 30 mégawatts, avec des forages engagés en 2026 et une mise en service espérée en 2029. Sainte-Lucie intensifie ses campagnes d'essais avant travaux, la Grenade entame son exploration cette année avec l'appui de financements britanniques, et la dynamique est suivie de près par la Banque de développement des Caraïbes.

La logique économique est implacable. Avec des tarifs électriques moyens compris entre 0,29 et 0,40 dollar le kilowattheure, soit plus du double de la moyenne américaine, et une dépendance aux importations de combustibles dépassant 85 %, les îles subissent de plein fouet la volatilité des cours mondiaux : plusieurs pays de la région ont vu en avril le gallon de carburant dépasser cinq dollars.

Pour limiter les risques, les cinq Etats séparent désormais la phase de forage, la plus aléatoire, du développement des centrales, ouvert aux capitaux privés. Une ingénierie financière qui pourrait inspirer d'autres bassins insulaires, alors que les analyses régionales concluent qu'une transition électrique entièrement renouvelable d'ici 2035 est à la fois réalisable et financièrement avantageuse.

Source : Banque de développement des Caraïbes - OECO - RMI, 2026

CARAÏBE - PORTS DURABLES

## CariPorts II : les ports caribéens préparent leur label *environnemental*

Porté par Guadeloupe Port Caraïbes avec la Caribbean Shipping Association et le soutien du programme INTERREG Caraïbes, le projet CariPorts II avance vers son label environnemental régional. Après le lancement du programme des ports pilotes à Saint-Domingue, une nouvelle rencontre est programmée en juillet 2026 en Jamaïque.

Source : Karibinfo, 2026

Organisés à Kingston Wharves, port pilote du dispositif, les premiers ateliers techniques porteront sur les indicateurs de performance et les outils d'évaluation environnementale, avant un déploiement progressif du label à l'échelle de la Caraïbe.

FRANCE / OUTRE-MER - ESS

# L'économie solidaire ultramarine entre prix nationaux et fonds *locaux*

*Deux fenêtres s'ouvrent en juin pour les structures de l'économie sociale et solidaire des Antilles : les candidatures aux Prix de l'ESS 2026, ouvertes jusqu'au 26 juin, et l'appel à projets local 2026 du ministère des Outre-mer, publié fin mai par la préfecture de la Martinique et actualisé le 1er juin, qui fait de l'alimentation solidaire et de la lutte contre la grande exclusion ses priorités.*

Les Prix de l'ESS récompensent chaque année des projets d'entreprises et d'organisations de l'économie sociale et solidaire répondant aux besoins quotidiens de la société sur les territoires. Pour les coopératives, associations, mutuelles et entreprises à mission antillaises, c'est une vitrine nationale et un accélérateur de notoriété, dans le sillage de la délégation ultramarine conduite par ESS France Outre-mer au Forum mondial de l'ESS de Bordeaux.

Côté financement, l'appel à projets local de la préfecture de la Martinique s'adresse principalement aux associations. Les priorités 2026 dessinent une politique sociale de terrain : structuration et professionnalisation de la vie associative dans la culture, l'éducation, la cohésion sociale, la santé, la jeunesse et le handicap ; actions d'aller-vers et d'accompagnement global des personnes en situation de grande précarité.

Source : **ESS France - Mois de l'ESS - DEETS Martinique**, mai-juin 2026

L'alimentation solidaire occupe une place de choix : le cahier des charges soutient les initiatives facilitant l'accès à une alimentation digne et de qualité et structurant des dispositifs solidaires de proximité, un enjeu aigu dans un territoire où la vie chère pèse d'abord sur le panier alimentaire.

Au même moment, la Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités accompagne les structures d'insertion par l'activité économique sur la prévention des dettes sociales et mobilise le FSE+ pour l'insertion des jeunes, l'apprentissage et l'alternance. Autant de leviers qui consolident un écosystème où coopératives de type SCOP et SCIC, entreprises d'insertion et associations forment le premier maillon de la transition juste antillaise.

SAINT-MARTIN / SINT MAARTEN - COOPERATION

## Simpson Bay : deux pays au chevet d'un même *lagon*

Le programme INTERREG Caraïbes finance trois appels à projets transfrontaliers pour le lagon de Simpson Bay, partagé entre Saint-Martin et Sint Maarten : études environnementales et socio-économiques (350 000 euros), nettoyage du lagon (1,5 million d'euros) et plan de gestion conjoint (100 000

euros), avec un taux d'aide européenne pouvant atteindre 85 %.

Chaque projet doit associer au moins un acteur de chaque côté de la frontière. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 1er juillet 2026, une échéance qui fait de ce début juin la dernière ligne droite pour les porteurs de projets.

Source : **Karibinfo**, 2026

## MONDE / CARAÏBE - JOURNÉE MONDIALE DE L'OCEAN

## Le 8 juin, l'océan invite à tout *reimaginer*

*Placée sous le thème Reimagine, la Journée mondiale de l'océan 2026 appelle à passer du statut de bénéficiaire des richesses marines à celui de gardien actif. Une invitation qui résonne particulièrement dans la Caraïbe, région océanique par excellence, au moment où le traité sur la haute mer entre en vigueur et où l'objectif de 30 % d'aires marines protégées d'ici 2030 prend corps.*

L'année 2026 marque un tournant juridique : après près de deux décennies de négociations, l'accord des Nations unies sur la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales, dit BBNJ, est entré en vigueur. Il instaure de nouvelles règles sur les ressources marines, la création de zones protégées en haute mer et les études d'impact environnemental, l'une des avancées les plus importantes du droit maritime international de ces dernières années.

A Paris, la journée du 8 juin a coïncidé avec le premier anniversaire de la conférence des Nations unies sur l'océan de Nice. Tables rondes sur la gouvernance de la colonne d'eau, des abysses à la haute mer, et sur la dépollution des espaces maritimes ont réuni

scientifiques et décideurs autour des suites concrètes : ratifications du traité, lutte contre la pêche illicite, décarbonation du transport maritime.

Pour les économies caribéennes, ces évolutions ne sont pas abstraites. Pêche, tourisme littoral, transport maritime et protection côtière dépendent directement de la santé des écosystèmes marins, tandis que l'économie bleue figure désormais au cœur des stratégies régionales, de la politique touristique commune de l'OECO aux plans de résilience des Etats insulaires.

Le thème 2026 met enfin l'accent sur les aires marines protégées, avec l'objectif mondial de placer 30 % de l'océan sous protection d'ici 2030. Un horizon où la Caraïbe, l'un des principaux foyers mondiaux de biodiversité marine, a une carte décisive à jouer et des financements internationaux à capter.

Source : Nations unies - Ministère de la Transition écologique, juin 2026

## GUADELOUPE - INITIATIVE EXEMPLAIRE

### A Basse-Terre, un verger pousse dans la ville

Pour la Journée internationale de l'environnement du 5 juin, la Ville de Basse-Terre a mis à l'honneur son opération au long cours Un Verger dans la ville, qui vise un centre-ville à la fois agréable et nourricier. Au programme : conférence de Jean-Marie Flower

sur le Mofwazaj Ekolojik à l'auditorium, puis, le 6 juin, jardinage collectif à la Maison Coquille.

Ateliers d'herbier à la Maison du Patrimoine et courts-métrages ont complété ce rendez-vous gratuit, exemple concret de reverdissement urbain participatif à l'échelle d'une commune caribéenne.

Source : Karibinfo, 4 juin 2026

## 5 idées reçues *sur la transition caribéenne*

### **FAUX** L'économie circulaire, c'est seulement le recyclage des déchets

Comme l'a rappelé Sandra Casanova au Sénat le 1er juin, c'est une politique de la ressource et de l'intelligence des flux : réemploi, réparation, écoconception et filières locales en font partie, bien au-delà de la collecte des déchets.

### **VRAI** 2026 pourrait être une année record pour les sargasses

Les scientifiques de l'Université de Floride du Sud placent le nord des Petites Antilles, dont la Martinique et la Guadeloupe, parmi les zones les plus exposées à des échouements massifs cette année.

### **NUANCE** La valorisation des sargasses est une filière opérationnelle

Des pistes existent, engrais et bioéthanol en tête, mais aucune n'a encore atteint le stade industriel. L'ambition affichée aux Antilles est bien d'aboutir à des filières pérennes et circulaires.

### **VRAI** La Dominique inaugure la première géothermie de la Caraïbe anglophone

Sa centrale de 10 mégawatts près de Laudat, mise en service en 2026, doit couvrir plus de 60 % des besoins électriques de l'île et réduire fortement les importations de diesel.

### **FAUX** Le traité sur la haute mer n'est toujours pas appliqué

L'accord BBNJ sur la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales est entré en vigueur en 2026, ouvrant la voie aux aires protégées en haute mer et aux études d'impact obligatoires.

### - LE MOT DE LA RÉDACTION

*Du Sénat aux salles de négociation de Bonn, la même leçon s'impose : les territoires insulaires ne demandent pas des dérogations, ils demandent des règles pensées depuis leurs réalités. La Caraïbe ne manque ni d'idées ni d'acteurs ; elle a besoin que la norme et le financement suivent le rythme du terrain.*

*La rédaction*  
CARAÏBES INSIGHTS

## Trois rendez-vous régionaux à suivre

### **BONN - JUSQU'AU 18 JUIN**

La 64e session des organes subsidiaires de la CCNUCC poursuit ses travaux sur la transition hors des fossiles, la transition juste et le financement, avant la COP d'Antalya en novembre.

### **GADELOUPE - 16-18 JUIN**

Caribaea Initiative organise un symposium et un atelier de formation sur les vertébrés terrestres envahissants dans la Caraïbe insulaire, l'un des principaux foyers mondiaux de biodiversité.

### **MARTINIQUE - 23-26 JUIN**

Près de 300 chercheurs attendus à l'Université des Antilles pour le colloque Chlordécone : comprendre et agir, suivi le 26 juin d'un Village Chlor'acteurs ouvert au dialogue avec la population.

**30** pays et territoires

### LE PÉRIMÈTRE DE CARAÏBES INSIGHTS

*Martinique, Guadeloupe, Guyane, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Caraïbe anglophone et hispanophone, hubs régionaux de Miami et Panama, et grands voisins d'Amérique latine : une veille du développement durable à l'échelle du bassin.*

### Caraïbes Insights - Ours

**Lettre bimensuelle** éditée par Antilla SARL, RCS Fort-de-France 981 746 415, capital 1 000 euros. Siège : 7 rue Paul Gauguin, 97232 Le Lamentin. **Directeur de la publication** : Philippe Pied. **Rédaction** : redaction@antilla-martinique.com. Tél. 0696 73 26 26. Site : antilla-martinique.com. **Sources** : Outremer360, Outre-mer la 1ère, Karibinfo, RCI, IISD, Climate Home News, CCNUCC, Nations unies, OECO, Banque de développement des Caraïbes, RMI, ESS France, DEETS Martinique, ministère de la Transition écologique.